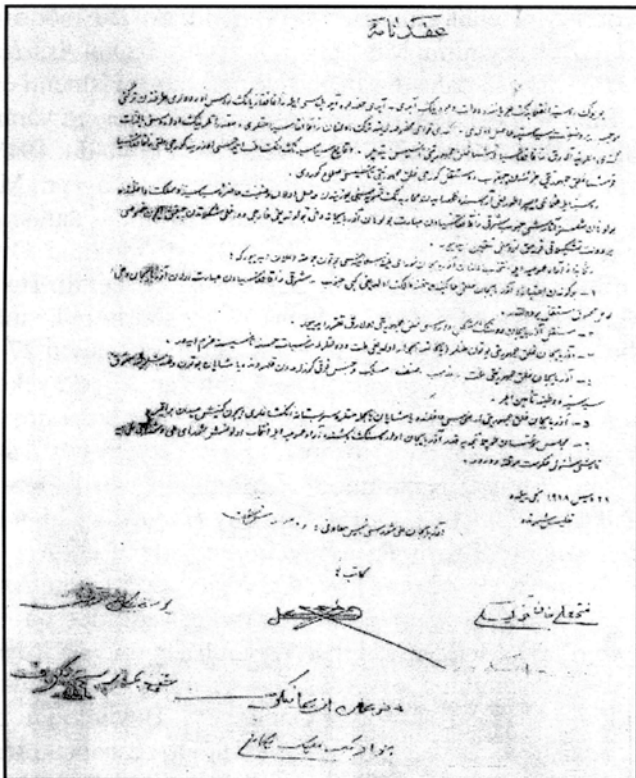


Rakhman MOUSTAFAÏEV,
Docteur du 3^e cycle en histoire

DE LA PROVINCE D'UN EMPIRE À UNE RÉPUBLIQUE PARLEMENTAIRE (FÉVRIER 1917 – MAI 1918)



Au début du XX^e siècle, le Nord de l'Azerbaïdjan, entre les monts du Caucase et le fleuve Araz, faisait partie de l'Empire russe. La victoire de la Révolution de février 1917 en Russie et la constitution du Gouvernement provisoire donnèrent une vigoureuse impulsion aux mouvements nationaux du Caucase et à la mise en place de structures politiques. Au début de septembre 1917 fut créé en Azerbaïdjan un Conseil national musulman central de Transcaucasie, qui regroupa les principales forces politiques du pays. **Durant l'été et l'automne de 1917 s'acheva le rassemblement de toutes les forces politiques nationales des Azerbaïdjanais du Sud-Caucase autour du parti Moussavat.** Ce parti remporta à l'automne les élections au Soviet des députés des ouvriers et soldats de Bakou. Le Congrès du parti confirma la volonté des leaders politiques azerbaïdjanais d'assurer l'autonomie de l'Azerbaïdjan au sein d'une républiques fédérale russe. Mais l'insurrection d'octobre 1917 amena

La déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan, adoptée le 28 mai 1918



La carte de l'Azerbaïdjan présentée à la Conférence de la Paix de Paris en 1919

au pouvoir en Russie les bolcheviks, dirigés par Lénine. Le programme politique des bolcheviks ne convenait pas à la population des régions frontalières et les partis nationaux refusèrent de reconnaître leur pouvoir. Le 28 novembre 1917 fut créé le Commissariat de Transcaucasie, organe suprême du pouvoir dans le Caucase du Sud. Ce commissariat avait un caractère provisoire, en attendant la convocation de l'Assemblée constituante de toute la Russie, dont les élections se déroulèrent du 26 au 28 novembre 1917. Les bolcheviks qui, pourtant, avaient obtenu le moins de voix, décidèrent dès le premier jour de la session de l'Assemblée, de dissoudre celle-ci. Les députés du Sud-Caucase prirent la décision, le 14 février 1918, de constituer un organe local du pouvoir sous le nom de Diète de Transcaucasie. La Diète comprenait les représentants des différents partis en fonction des suffrages obtenus, mais les bolcheviks refusèrent d'y participer. **Conformément à la paix de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, la Russie soviétique s'engagea à retirer ses troupes du Caucase et à ne pas s'immiscer dans les affaires de cette région.** La Russie devait aussi «démobiliser

et dissoudre les unités arméniennes» qu'elle avait elle-même créées pour combattre l'Empire ottoman. Mais les bolcheviks s'abstinrent de le faire. Joseph Staline, par un décret du 16 mars 1918, ordonna à toutes les autorités soviétiques d'aider à former des unités arméniennes. Le corps arménien sema la terreur parmi les Turcs des régions occupées de l'Empire ottoman et les Azerbaïdjanais du Caucase. Dans le gouvernement d'Eriwan furent saccagés 200 villages azerbaïdjanais peuplés au total de 135000 personnes, tandis que 80000 musulmans prenaient la fuite. M. Séidov, député à la Diète, en conclut que les massacres de musulmans par les unités militaires arméniennes «poursuivent un but précis, qui est de dégager le terrain pour les réfugiés arméniens et d'assurer une population homogène pour une Arménie autonome». Un rude coup à l'unité de la Diète fut porté fin mars et début avril 1918 par les massacres opérés à Bakou et dans les villages avoisinants, où les détachements armés arméniens mirent à mort des dizaines de milliers de civils. **C'est principalement le carnage de mars contre la population musulmane de Bakou qui poussa les députés**



Séance du Parlement de la République d'Azerbaïdjan

azerbaïdjanais à poser la question de l'indépendance de la région et de l'Azerbaïdjan. Les députés azerbaïdjanais étaient mécontents de la passivité, face à ces événements, des dirigeants de la Diète et du gouvernement de Transcaucasie. Ils ne s'inquiétaient pas seulement de la politique de déportation et de nettoyage ethnique suivie à l'égard de la population musulmane de la région, mais aussi de la revendication de Bakou par les dachnaks, principal parti arménien, suite au coup de force sanglant commis à Bakou.

La proclamation le 26 mai de l'indépendance de la Géorgie mit fin à l'existence de la Diète. Le 28 mai 1918, le Conseil national musulman proclama l'Azerbaïdjan «république démocratique indépendante sur le territoire de l'Est et du Sud de la Transcaucasie». **La proclamation de l'indépendance de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (RDAZ), première république de l'Orient musulman, marqua une étape décisive dans les trois mille ans d'histoire des structures étatiques du pays.**

L'importance de l'Azerbaïdjan tenait à son emplace-

ment géographique au carrefour stratégique entre le Nord et le Sud, l'Europe et l'Asie, la mer Noire et la mer Caspienne, la civilisation chrétienne et la civilisation musulmane. La période 1918-1920, pendant laquelle l'Azerbaïdjan se développa en tant que république parlementaire indépendante, paracheva son passage de la situation d'un butin que se disputaient la Russie, la Turquie et la Perse, au statut de sujet du droit international. Les 23 mois d'existence de la RDAZ virent se manifester deux tendances opposées. La partie azerbaïdjanaise s'efforçait d'établir des rapports équilibrés avec la Russie soviétique. Cette attitude reflétait l'intérêt manifeste du gouvernement national à réaliser trois objectifs à sa frontière nord: obtenir la reconnaissance diplomatique par le plus important de ses voisins et établir avec lui des relations d'égalité capables de garantir la sécurité de la république d'Azerbaïdjan, rétablir des relations économiques et commerciales avec la Russie. La partie russe, elle, s'en tint à une politique de non-reconnaissance diplomatique et de pression militaire et politique, d'affaiblissement des



Le Cabinet des Ministres de la République d'Azerbaïdjan. Début 1920

positions de la RDAZ sur la scène internationale. Les organisations bolcheviques du Caucase et de Bakou, dont les représentants avaient pignon sur rue à Bakou et siégeaient même au Parlement de la république, pratiquèrent de l'intérieur un travail de sape des fondements des structures étatiques de l'Azerbaïdjan.

La chute de la République Démocratique d'Azerbaïdjan et l'occupation du pays en 1920 s'expliquent par la convergence des visées stratégiques de la Turquie et de la Russie soviétique dans la région; ces deux régimes avaient intérêt à se soutenir mutuellement. Une fois qu'en Turquie le pouvoir fut passé aux mains de la Grande Assemblée nationale, qui commença ses travaux le 23 avril 1920, et du gouvernement national de Mustapha Kemal, leurs dirigeants s'engagèrent résolument dans la voie de la coopération avec la Russie soviétique. Celle-ci devenait désormais pour les kémalistes le principal dispensateur d'aide militaire, technique, financière, matérielle et politique. La communauté des aspirations à une consolidation de leurs positions régionales et le même intérêt qu'avaient les deux régimes à se soutenir mutuellement sur les plans militaire et politique face à l'hostilité des puissances victorieuses ne laissaient aucune place à un Azerbaïdjan indépendant. Le célèbre savant américain Tadeusz Svietchowski a démontré de façon irréf-

table le rôle du facteur turc dans l'organisation du coup d'État bolchévique en Azerbaïdjan de mars-avril 1920. Les kémalistes turcs qui se trouvaient à Bakou travaillèrent activement à faire évoluer les événements dans un sens favorable au gouvernement d'Ankara. Ils se réunirent début avril afin de coordonner les actions de leurs groupes. Certains des participants à cette réunion s'étaient déjà retrouvés en mars, de concert avec les communistes azerbaïdjanais, parmi les organisateurs du Parti communiste turc à Bakou. Le centre de coordination, qui comprenait Khalil-pacha et Fouad Sabit, adopta une résolution qui fixait la politique de la Turquie dans la crise azerbaïdjanaise. Ses trois points principaux étaient: 1) le renversement le plus rapide possible du gouvernement probritannique en place en Azerbaïdjan et son remplacement par un gouvernement capable de coopérer avec les bolcheviks; 2) la création d'un comité chargé de remanier le gouvernement de façon à y faire entrer les bolcheviks et qui comporterait des sections chargées de diriger la propagande, la presse, l'édition et les opérations militaires; 3) l'occupation de Bakou par l'Armée rouge dans le cas seulement où le demanderait le Parti communiste turc, conformément à l'avis du Comité, partagé par les partis communistes turc et azerbaïdjanais, et selon lequel il convenait d'éviter une occupation de l'Azerbaïdjan.



Ouverture solennelle du Parlement de la République d'Azerbaïdjan, le 7 décembre 1919

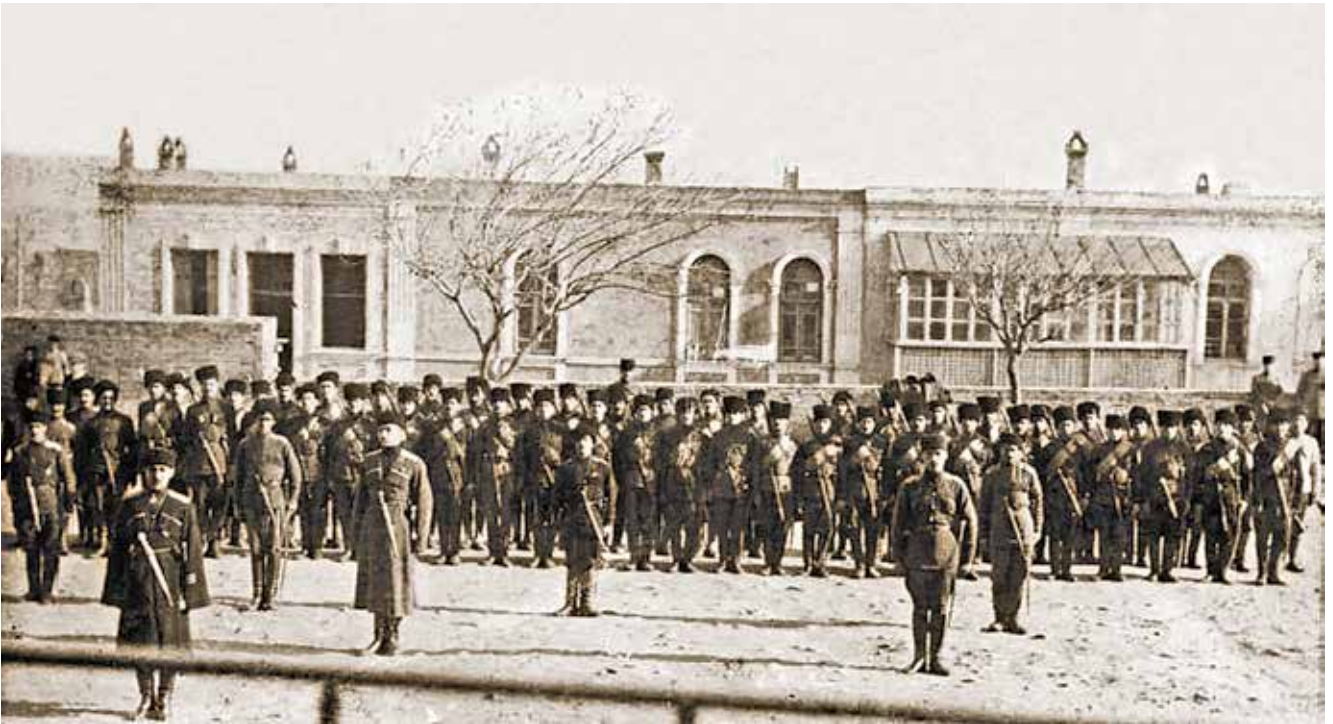
En résultat, la Turquie accorda le soutien le plus actif à la Russie soviétique pour occuper au plus vite l'Azerbaïdjan, ce que devaient confirmer par la suite les dirigeants turcs. «Grâce à notre concours actif et à notre aide, ces armées (les X^e et XI^e armées de la Russie soviétique – *Note de l'auteur*), faisait remarquer Mustafa Kemal à une séance de la Grande Assemblée nationale de Turquie (le *medjlis*) le 14 août 1920, ont franchi facilement le Caucase et pénétré en Azerbaïdjan. Les Azerbaïdjanais ont accueilli ces troupes avec le plus grand calme. Les forces soviétiques ont pris les mesures militaires et stratégiques indispensables aux frontières de l'Arménie et de la Géorgie, puis ont entrepris d'établir des relations directes avec nous».

Un rôle au moins aussi important dans la destruction de la république indépendante d'Azerbaïdjan est revenu à l'absence de toute aide militaire, politique et diplomatique appréciable de la part des Alliés victorieux dans la Première Guerre mondiale (États-Unis, Angleterre, France, Italie et Japon); ces pays composaient le Conseil suprême de la Conférence de la paix de Paris qui s'ouvrit le 12 janvier

1919, ce Conseil devenant ensuite en mars le Conseil des Quatre après le départ du Japon.

Dans la stratégie des Quatre Grands, la question de la reconnaissance de l'indépendance de l'Azerbaïdjan et des autres républiques nationales apparues sur les frontières de l'ancien Empire russe était inséparable de celle des relations avec la Russie soviétique. L'indépendance de la RDAZ était considérée en fonction de la solution de la «question russe», c'est-à-dire du succès ou de l'échec de la politique de restauration en Russie d'un régime monarchique ou démocratique bourgeois.

En 1918-1919, les principales puissances alliées étaient unanimes à affirmer la nécessité d'un affaiblissement, sur toute la longueur de ses frontières, des positions géopolitiques de la Russie soviétique, considérée comme le foyer de la menace bolchévique à la civilisation occidentale. Cependant, dès le début de 1919, les milieux dirigeants britanniques perçurent les limites de leurs possibilités d'exercer une influence sur les bolcheviks. Le moment arrivait où ils devraient reconsidérer leur aptitude à soutenir l'indépendance



La garde chargée de la protection du Parlement. Elle assurait également les fonctions de piquet d'honneur

des républiques transcaucasiennes, en particulier de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, et à faire obstacle au processus irréversible de rétablissement par Moscou de son contrôle sur toute cette région. Dès le milieu de 1919, un mémorandum du Foreign Office relevait que «les intérêts britanniques n'étaient pas assez forts pour assurer une exécution durable de cette ingrate mission (à savoir: la tutelle sur la Transcaucasie – *Note de l'auteur*).».

À la suite de quoi les troupes britanniques, censées être le fragile garant de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, furent retirées de la Transcaucasie fin août 1919, à l'exception d'une petite garnison et d'une mission diplomatique qui avait à sa tête le haut-commissaire pour la Transcaucasie Oliver Wardrop, les deux basées à Bakou.

La politique européenne de Washington à la fin de 1918 et au début de 1920 se ramenait à la volonté de créer un système d'équilibre dans lequel les Allemands neutraliseraient les Anglais et les Français, tandis que les petits pays contrebalanceraient les grands. Seul un tel système était susceptible d'assurer aux États-Unis le leadership dans le monde d'après-guerre, le rôle d'arbitre européen et mondial. La Russie devenait un élément de l'équilibre européen en faisant

contrepoids à l'Allemagne. C'est pour cette raison que la question des nouvelles républiques proclamées sur le territoire de l'ancien Empire russe ne se posait pas sous l'angle de leur reconnaissance, mais sous celui de l'équilibrage de la puissance russe pour amener le gouvernement bolchévique à jouer le rôle qui lui était imparti.

Ceci explique que les États-Unis ne se soient pas hâtés de reconnaître et de soutenir politiquement les nouvelles républiques indépendantes sur le territoire de l'ancien Empire russe, et donc la République Démocratique d'Azerbaïdjan. Le président de la délégation de l'Azerbaïdjan à la conférence de paix de Versailles Ali Mardan-bey Toptchubachov notait qu'à la réunion du 28 mai 1919 des membres de la délégation avec le président américain Wilson, celui-ci exposa clairement et sans ambiguïté la position de son pays, à savoir que les États-Unis ne cherchaient pas à morceler le monde, et que le mieux, pour l'Azerbaïdjan, serait qu'il adhère à l'idée de la constitution d'une confédération dans le Caucase. Une telle confédération pourrait se trouver sous la protection d'une grande puissance en vertu d'un mandat de la Société des Nations. Selon Wilson, la question de la reconnaissance de la RDAZ ne pouvait être réglée avant la question russe.



Un artilleur de l'armée de la République d'Azerbaïdjan

Les représentants de l'Italie, lors d'entretiens avec la délégation azerbaïdjanaise à la conférence de la Paix, allèrent jusqu'à dire que si venait à se former une République fédérale de Russie (non point bolchévique certes, mais démocratique bourgeoise – *Note de l'Auteur*), il pourrait valoir la peine, pour la Confédération caucasienne, de la rejoindre. En juin 1919 cette attitude amena les pays alliés, poussés par l'Angleterre, à envisager la reconnaissance de Koltchak en qualité de chef suprême sur le territoire de l'ancien Empire russe, ce qui provoqua des notes de protestation de la part des délégations de l'Estonie, de la Lettonie, de la Géorgie, de la Biélorussie, de l'Ukraine et de l'Azerbaïdjan. La position de Rome dans la question azerbaïdjanaise fut formulée le 31 juillet 1919 dans un télégramme adressé par le chef de la mission militaire italienne en Transcaucasie, le colonel Gabba, au responsable de la politique extérieure de l'Azerbaïdjan M. Djafarov: «Il ne saurait être question que des troupes italiennes soient envoyées en Transcaucasie pour y remplacer les troupes anglaises... Le gouvernement du Royaume d'Italie désire entretenir des relations amicales avec

le gouvernement de votre République et favoriser le développement de liens commerciaux, financiers et industriels entre nos deux pays.» La France manifesta encore moins d'empressement que ses alliés à soutenir l'indépendance de la république d'Azerbaïdjan, qui ne faisait pas partie de sa zone d'intérêt. La diplomatie française ne prêtait pas une attention vigoureuse et soutenue à notre pays.

Mais fin 1919 un tournant survint dans la guerre civile en Russie; les bolcheviks menaçaient de percer à travers le Caucase en direction de la Perse et de la Turquie. Le 17 novembre 1919 le Premier ministre anglais Lloyd George prononça devant la Chambre des Communes un discours dans lequel il se disait vivement préoccupé par l'évolution de la situation dans le Caucase et par le danger d'une pénétration des bolcheviks au Proche-Orient. Le Premier ministre mentionna même deux fois l'Azerbaïdjan comme un pays ne voulant pas se faire absorber par la Russie soviétique. Fin novembre, Lloyd George eut un entretien avec le chef de la délégation américaine à Paris Palk, lors duquel il le prévint qu'une Russie bolchévique unifiée ferait peser une sérieuse menace sur l'Europe, et donc que «la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Bessarabie, l'Ukraine, les provinces baltes et la Finlande, ainsi peut-être même que la Sibérie devraient être indépendantes».

Les Alliés, et tout particulièrement la Grande-Bretagne, furent amenés dans une large mesure à adopter une position plus ferme par les rapports des représentants britanniques à Bakou et à Tiflis, qui lancèrent des appels désespérés à ne pas «lâcher sans combattre» cette région d'une grande importance stratégique, riche en pétrole et contrôlant l'accès aux «sphères d'intérêt» traditionnelles de Londres. Les Anglais, tout en repoussant les plans de défense armée de la région et de soutien militaire à l'Azerbaïdjan, ne pouvaient se résoudre à «se laver les mains» et à rester passifs. Les télégrammes insistants de Wardrop et de Stokes, la position de l'Amirauté, le rapprochement entre kémalistes et bolcheviks et, surtout, la «menace rouge» toujours croissantes pour la zone des intérêts britanniques aboutirent à la définition par Londres d'une solution de compromis: «oui» à la reconnaissance, «non» à l'envoi de troupes britanniques.

Le 11 janvier 1920, le Conseil suprême adopta sur proposition de Curzon une résolution portant que «les États alliés et associés reconnaissent conjointement les gouvernements d'Azerbaïdjan et de Géorgie de facto». Laquelle décision fut ap-



Réunion du Cabinet des Ministres de la République d'Azerbaïdjan

prouvée par les représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Par la suite se joignit à eux le Japon. Les États-Unis déclarèrent la rejeter.

Le 15 janvier eut lieu au Quai d'Orsay la cérémonie de remise solennelle de cette résolution à la délégation azerbaïdjanaise. Du 15 au 19 janvier une réunion au niveau des experts examina la question de l'octroi d'une aide militaire aux deux républiques reconnues. Le rapport des experts fut présenté par le maréchal Ferdinand Foch. Clemenceau, Foch et le ministre de la Guerre Churchill se prononcèrent pour l'envoi de troupes dans le Caucase, tandis que les Premiers ministres de Grande-Bretagne et d'Italie Lloyd George et Nitti proposèrent de se limiter à des fournitures d'armes et de matériel. Le maréchal Foch, dans le cours de la discussion, déclara qu'il considérait la défense du Caucase comme un élément de la lutte contre le bolchévisme, et qu'au nom de cet objectif il était indispensable de soutenir des pays tels que l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Bessarabie, la Pologne, l'Estonie et la Lettonie. Qui plus est, il intervint en faveur de la création d'une alliance des pays d'Europe de l'Est et de la Transcaucasie contre les bolcheviks.



Première page de la partition de l'hymne national de la République d'Azerbaïdjan. 1918. Auteur Ouzéir Hadjibekov

Le Premier ministre britannique insista pour que l'on accorde d'urgence une aide aux républiques transcaucasiennes sous forme de livraison d'armes, de matériel et d'équipement. Il rappela une fois de plus, à ce sujet, l'impossibilité d'expédier des troupes en Azerbaïdjan et en Géorgie, faisant ressortir qu'il convenait que ces républiques renforcent leurs capacités défensives à l'aide de leurs propres forces armées. Finalement, le Conseil suprême adopta une résolution selon laquelle les Alliés, faute de pouvoir envoyer des troupes dans les républiques de Transcaucasie, se disaient résolus à les aider par des fournitures d'armes, d'équipements et de vivres.

En fait, les Alliés n'envoyèrent guère d'armes à la République Démocratique d'Azerbaïdjan. Sa reconnaissance de facto par les pays européens ne déboucha pas sur un appui politique régulier. Le niveau du soutien politique et diplomatique accordé à l'indépendance de l'Azerbaïdjan demeura conditionné par la solution de la «question russe», d'une importance stratégique pour les Alliés. ❁



*L'insigne de député du président du Parlement,
A.M. Topchubachov.
Musée national d'histoire de l'Azerbaïdjan*

Bibliographie:

1. Арутюнян А.О. Кавказский фронт в 1914-1917 гг. Ереван, 1971
2. Протоколы заседаний мусульманских фракций Закавказского Сейма и Азербайджанского национального совета 1918 г. Баку, 2006
3. Фатали Хан Хойский. Жизнь и деятельность (документы и материалы). Баку, 1998
4. Andrew Mango. Ataturk. London, 2004
5. Меморандум, предъявленный находящимся в Константинополе Почетным представителем держав Антанты членом Правительства Азербайджанской Республики, Чрезвычайным Министром-Посланником при Правительствах Блистательной Порты, Армении и Грузии Али Марданбеком Топчибашевым (ноябрь 1918). Баку, 1993.
6. Краснов В.Г., Дайнес В.О. Неизвестный Троцкий. Красный Бонапарт (документы, мнения, размышления). М., 2000.
7. Свиетоховский Т. Русский Азербайджан. «Хазар», №3, Баку, 1990.
8. Архив внешней политики Российской Федерации (АВП РФ), фонд 04 «Секретариат Чичерина. 1919-1930».
9. Азербайджанская Демократическая Республика (1918-1920). Армия (документы и материалы). Баку, 1998.
10. Азербайджанская Демократическая Республика (1918-1920). Внешняя политика (документы и материалы). Баку, 1998.
11. Азербайджанская Демократическая Республика (1918-1920). Парламент (стенографические отчеты). Баку, 1998.
12. Азербайджанская Демократическая Республика (1918-1920). Законодательные акты (сборник документов). Баку, 1998.
13. Margaret McMillan. Paris 1919 (Six months that changed the world). New York, 2003.
14. Трухановский В.Г. Уинстон Черчилль. Политическая биография. Москва. 1968.
15. Уткин А.И. Унижение России: Брест, Версаль, Мюнхен. Москва, 2004.
16. Донесения Председателя делегации Азербайджанской Демократической Республики на Версальской конференции (март-декабрь 1919 г.). «Хазар», №1, Баку, 1989 г.
17. Архив МИД Великобритании.
18. Гасанлы Джамиль. Признание АДР на Версальской мирной конференции. Журнал ИРС-Наследие, № 3(39), 2009, сс. 10-16.



Le premier emprunt de la République d'Azerbaïdjan. 1919

Sceau de l'Université d'État de Bakou, ouverte en 1919



Projets de décorations de la République d'Azerbaïdjan. 1920

Insigne commémoratif de l'ouverture du Parlement de la République d'Azerbaïdjan

